

Bulletin d'histoire politique

L'enseignement de l'histoire et l'unité de la nation : grandeurs et misères du projet d'un manuel unique au Canada

Alexandre Lanoix



Volume 14, numéro 3, printemps 2006

Le rapport Lacoursière sur l'enseignement de l'histoire : dix ans plus tard

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054466ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054466ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lanoix, A. (2006). L'enseignement de l'histoire et l'unité de la nation : grandeurs et misères du projet d'un manuel unique au Canada. *Bulletin d'histoire politique*, 14(3), 97–107. <https://doi.org/10.7202/1054466ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2006

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'enseignement de l'histoire et l'unité de la nation : grandeurs et misères du projet d'un manuel unique au Canada

ALEXANDRE LANOIX
Maîtrise en histoire
Université du Québec à Montréal

Il y a dix ans, en mai 1996, le Groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire au Québec remettait son rapport dans lequel il préconisait une réforme importante de cet enseignement. De cette remise en question, qui avait également lieu un peu partout dans le monde occidental, le groupe de travail faisait ressortir que l'enseignement de l'histoire devait fournir des outils intellectuels et culturels à l'élève afin de permettre à celui-ci de faire des choix éclairés en tant que citoyen. Ainsi, l'élève « deviendrait capable de construire ses propres savoirs historiques, selon ses besoins ou ceux de son groupe, selon une démarche particulièrement riche, alors, de ressources identitaires librement consenties »¹. Or cette vision de l'enseignement de l'histoire, bien que partagée par plusieurs, entraînait en contradiction avec la fonction identitaire traditionnelle de l'histoire, la *nation building*, qui, bien que comptant toujours de nombreux supporteurs, ne faisait plus officiellement partie des visées des programmes d'histoire depuis plusieurs années. En effet, à l'instar d'autres provinces canadiennes, la Commission royale d'enquête sur l'enseignement de la province de Québec avait recommandé, il y a près de 40 ans, de ne plus faire de l'histoire un « instrument de prédication et de propagande » et proposé la mise en place d'une réforme en profondeur des programmes québécois d'histoire qui, jusqu'alors, visaient explicitement la formation de bons patriotes canadiens-français².

Cependant, au Québec comme dans le reste du Canada, l'histoire était, et est encore, considérée comme un puissant moyen de définition de l'identité nationale. En ce sens, le rapport Lacoursière ne pouvait qu'entrer en conflit

avec les convictions politiques de divers groupes et individus qui craignaient que l'accent mis sur la formation civique érode le sentiment d'appartenance à la culture et à la société québécoise. Par exemple, Jean-Marc Léger écrivait, en réaction à la publication du rapport, que la misère de l'enseignement de l'histoire du Québec n'était certes pas étrangère à l'affaiblissement du sens de l'identité au Québec³. Bernard Dionne ajoutait qu'il fallait éviter de tomber dans le relativisme absolu et de noyer le caractère spécifiquement français de la société québécoise dans une mer de multiculturalisme⁴. Le Canada, de son côté, réagissait différemment au défi lancé par les recommandations du rapport Lacoursière à l'enseignement de l'histoire. En effet, le Canada, contrairement au Québec, ne possède pas de système d'éducation uniforme lui permettant de bâtir son identité par l'enseignement de l'histoire, constitution oblige. En fait, le Canada a cherché, depuis plus de 100 ans, à se doter d'un tel outil qui lui aurait permis de construire son identité sur la fondation d'une histoire commune à tous les Canadiens. À l'époque de la parution du rapport Lacoursière, l'historien Jack Granatstein relança le débat sur la question d'un enseignement pancanadien de l'histoire. Ce dernier fit entendre haut et fort qu'il était inadmissible de laisser la nation canadienne sombrer dans l'oubli parce que les jeunes d'aujourd'hui ne connaissaient pas l'histoire de leur pays et n'en étaient pas assez fiers. Dans son attaque tous azimuts lancée contre les historiens et le milieu de l'éducation, Granatstein affirmait que l'histoire et son enseignement ne contenaient pas suffisamment de héros et de mythes permettant de construire l'unité nationale⁵. En somme, Granatstein affirmait qu'il fallait sauver le Canada et que pour ce faire, il fallait que chaque Canadien puisse bâtir sur la solide fondation de l'histoire canadienne mais plus important encore, que chaque Canadien ait les mêmes conceptions de base du passé canadien⁶.

Intentionnellement ou non, Granatstein renouait ainsi avec un débat et un projet centenaire, celui d'unir tous les Canadiens dans une même histoire afin de renforcer, voire de créer, les liens de l'unité nationale. En effet, il a été proposé à plusieurs reprises depuis cent ans d'élaborer un manuel d'histoire unique pouvant être en usage dans toutes les écoles du pays. Dans ce texte, nous explorerons en deux temps ce projet d'enseigner la même histoire à tous les Canadiens. D'abord, nous examinerons quelques projets logés à cette enseigne et qui ont été mis de l'avant depuis les années 1890, en décrivant brièvement leur contexte de production, les diverses formes qu'ils ont prises ainsi que leurs visées pédagogiques. Puis, nous tenterons de dégager quelques observations au sujet de leur nature et nous verrons en quoi les commentaires de Granatstein s'inscrivent dans une mouvance qui a pris naissance presque en même temps que le Canada lui-même.

UN MANUEL UNIQUE D'HISTOIRE NATIONALE POUR TOUT LE CANADA

Dès la création du Canada, l'unité de cette nouvelle entité ne fit pas l'unanimité. Dans plusieurs provinces, il se trouva, au sein des élites politiques, certains pour critiquer sévèrement la Confédération et le gouvernement central dut très tôt intervenir pour tenter d'unir politiquement, économiquement et culturellement la nouvelle entité nationale⁷. En fait, les Canadiens n'ont jamais cessé de s'interroger sur la nature de leur pays et de leur identité sans fournir de réponse définitive. Cependant, certains moments de l'histoire ont donné lieu à un questionnement plus intense, moments parfois qualifiés de « crises », qui ont eu, nous le verrons, un impact certain sur les projets d'élaboration de manuels d'histoire pancanadiens⁸. Nous avons en effet observé que des projets d'élaboration d'un manuel unique et commun d'histoire furent mis de l'avant à des périodes où l'unité canadienne était jugée menacée par divers facteurs, par exemple le nationalisme québécois, l'emprise de la culture américaine ou le régionalisme⁹. Tous ces projets furent en général conçus et envisagés comme éléments de solution au « problème » de l'unité nationale, ce qui en a grandement caractérisé le contexte de production, les orientations ainsi que la conception de l'histoire véhiculée par chacun.

UN PROJET PLUS QUE CENTENAIRE

Le premier projet de manuel unique à voir le jour fut commandité par la *Dominion Education Association* [DEA]. En 1892, cette dernière lançait un concours dont l'objectif était d'écrire un manuel d'histoire pouvant être utilisé dans toutes les provinces du pays¹⁰. En lançant ce concours, l'objectif de la DEA, tel qu'énoncé par son président Georges W. Ross, était de faire en sorte que tous les Canadiens apprennent certains éléments de l'histoire qui leur feraient réaliser la grandeur du Canada et inspireraient l'amour de la patrie¹¹. Le manuel gagnant, *The History of the Dominion of Canada*¹² écrit par W. H. P. Clement, respectait les orientations formulées par la DEA, c'est-à-dire qu'il mettait l'accent sur les éléments de l'histoire canadienne qui unifiaient les différentes régions et provinces du pays tout en n'accordant pas une importance marquée aux éléments de discorde. Le secrétaire du comité de sélection du concours, William Patterson, écrivait à propos du manuel de Clement que ceux qui l'étudieraient auraient l'impression que le Canada était un pays unifié et qu'il était constitué d'une nation unie¹³. Ce manuel, qui fut en usage durant quelques années dans les écoles de l'Ontario, du Manitoba, de la Nouvelle-Écosse et dans quelques écoles anglophones du Québec¹⁴, représente donc le premier manuel d'histoire pensé et conçu pour être utilisé

dans toutes les écoles du pays tout en cherchant à favoriser un resserrement des liens nationaux.

LES ANNÉES 1940

La deuxième réalisation concrète en matière de manuel d'histoire pan-canadien survint à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, alors que le Canada avait été fortement ébranlé par la crise de la conscription et que le gouvernement fédéral, fort des pouvoirs acquis durant la guerre, tentait d'unifier le pays autour du gouvernement central. En fait, la question du manuel unique fut à nouveau soulevée par le sénateur Athanase David en mai 1944 alors qu'il déposa une motion sénatoriale demandant aux responsables de l'éducation de chacune des provinces de créer une équipe d'historiens qui s'associeraient pour écrire un manuel d'histoire unique devant favoriser le développement d'un patriotisme canadien¹⁵. La motion du sénateur David provoqua de nombreuses réactions et inspira, l'année suivante, la *Canada and Newfoundland Education Association* [CNEA] dans la formulation d'un cadre national pour l'enseignement de l'histoire¹⁶. Le rapport d'un groupe de travail du CNEA recommandait essentiellement : 1) que les ministres responsables de l'Éducation dans chaque province revoient et améliorent leurs programmes de sciences humaines (ou de *social studies*) en vue de fournir une meilleure compréhension de l'histoire canadienne ; 2) que les auteurs et les éditeurs s'inspirent des recommandations de la CNEA afin d'ajuster le contenu des manuels ; 3) et que les ministres de l'Éducation modifient les programmes en vigueur dans leurs écoles afin qu'ils renforcent les liens de l'unité canadienne¹⁷. Puis, suivait un cadre de référence pour l'élaboration des manuels d'histoire proposant de mettre l'accent sur les éléments de l'histoire canadienne qui rapprochaient les francophones et les anglophones¹⁸. En somme, le projet de la CNEA visait le même objectif que le manuel de Clement mais adoptait une méthode différente : à défaut de présenter un récit déjà construit, elle fournissait une liste et une structure pour l'élaboration d'un tel récit. Il semblait évident, à l'époque, qu'un manuel unique n'était pas une solution viable et ce changement de stratégie tentait d'offrir un autre type de solution qui, pensait-on, avait plus de chances d'être acceptée.

LES ANNÉES 1960

Cette décennie vit se développer une situation politique extrêmement tendue entre Québec et Ottawa et, une fois de plus, on considéra que le Canada traversait une autre crise menaçant son unité. Selon les membres de

la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le Canada traversait la plus grave crise depuis la Confédération¹⁹. Préoccupés par la situation jugée précaire de l'unité canadienne, Marcel Trudel et A. B. Hodgetts rédigèrent tous deux des rapports suggérant que l'enseignement de l'histoire au Canada ne faisait que contribuer à alimenter la désunion²⁰. De ces constats naquirent deux projets de « manuel d'histoire pancanadien ».

Le premier, écrit par les historiens Paul Cornell, Jean Hamelin, Fernand Ouellet et Marcel Trudel et publié en 1968, se présentait sous la forme d'un ouvrage traditionnel offrant un récit de l'histoire du Canada tout en présentant les points de vue des diverses régions, langues et cultures du pays. *Canada. Unité et diversité* se voulait en effet une histoire favorisant la compréhension entre les divers groupes du Canada, par opposition à la traditionnelle « unité canadienne » qui laissait peu de place à la diversité, mais était tout de même rédigé avec l'intention d'amenuiser la crise politique que traversait le Canada. Trudel écrivait d'ailleurs, dans l'avant-propos du manuel, que si l'histoire avait « pour effet de désunir les hommes par les mauvais souvenirs qu'elle rappel[ait], elle [pouvait] aussi contribuer à les réunir, si elle leur remet[tait] en mémoire ce qu'ils [avaient] en commun »²¹.

Le deuxième, piloté par la *Canada Studies Foundation* [CSF] était d'un format fort différent. Cet organisme, créé en 1970 pour faire suite aux recommandations de Hodgetts, produisit, entre 1970 et 1985, plus de 140 textes portant sur un aspect ou l'autre de l'enseignement des études canadiennes au niveau primaire et secondaire²². Bien qu'elle ne consista pas en un manuel d'histoire au sens traditionnel du terme, l'ensemble du matériel publié par la CSF représentait tout de même un tout cohérent de ressources adressées aux professeurs de sciences sociales du Canada dans le but d'orienter l'enseignement de l'histoire vers une meilleure compréhension nationale. Les documents fondateurs de l'association stipulaient d'ailleurs que tout le matériel produit et les projets chapeautés par la CSF devaient toucher les grandes questions, les problèmes et les valeurs jugés importants pour la société canadienne²³. Dix ans après sa création, la CSF redéfinissait sa mission dans le document *Teaching Canada for the 80's*, dans lequel ses auteurs estimaient que le temps était venu d'établir un cadre de référence national pour l'enseignement des études canadiennes et réaffirmaient que ce cadre devait favoriser la compréhension nationale²⁴. Bien qu'il ait adopté une nouvelle forme, le récit de l'histoire canadienne proposé par la CSF reprenait essentiellement les mêmes orientations que celui de ses prédécesseurs : (re)bâtir l'unité canadienne à l'aide d'un enseignement de l'histoire spécifiquement conçu à cet effet.

L'idée de rassembler les Canadiens dans un même récit historique fit à nouveau surface au cours des années 1990, alors que le Canada était exposé à de fortes tensions politiques. En effet, l'échec des accords constitutionnels de Meech et de Charlottetown ainsi que le résultat du référendum québécois sur la souveraineté-partenariat avaient fortement ébranlé l'unité canadienne et pour plusieurs, dont Granatstein, un retour à une histoire toute canadienne était un moyen efficace de préserver le Canada. En cette période de tumulte politique, deux nouveaux projets de « manuel d'histoire pancanadien » virent le jour.

Le premier de ces projets, *Les Minutes du patrimoine*, fut mis sur pied par la Fondation CRB et consistait en une série de courts segments télévisés qui racontaient des moments importants de l'histoire canadienne²⁵. Les *Minutes* étaient accompagnées d'un ensemble de ressources pédagogiques destinées à rendre le visionnement des segments télévisés compatible avec les programmes d'études des différentes provinces. Plusieurs observateurs applaudirent la démarche des *Minutes* parce qu'en présentant les aspects positifs de l'histoire canadienne, elles inspièrent un avenir positif²⁶. En somme, les *Minutes du patrimoine*, visaient à offrir un récit de l'histoire canadienne axé sur les grands moments et les grands accomplissements du passé canadien qui pourrait être diffusé dans toutes les écoles du pays, non pas comme programme d'étude ou comme manuel principal mais comme du matériel pédagogique complémentaire.

Le dernier « manuel d'histoire pancanadien » que nous avons recensé a été diffusé à partir de l'automne 2000 par la télévision d'État canadienne. La série *Le Canada, une histoire populaire* était une série télévisée produite au coût de 25 millions de dollars qui remporta un succès important auprès du public canadien²⁷. Tout comme les *Minutes*, la série *Le Canada, une histoire populaire* avait été produite dans le but d'être diffusée pour le grand public mais était accompagnée d'un éventail de ressources didactiques destinées à faciliter l'exploitation des diverses émissions de la série dans la classe d'histoire. Cette série visait à présenter l'histoire canadienne du point de vue de ceux qui l'avaient vécu, prenant des acteurs pour incarner des personnages historiques – Jacques Cartier, Champlain, etc. – qui interpellaient directement les téléspectateur. Le but de cette démarche, affirmaient les concepteurs, était de faire vivre l'histoire aux téléspectateurs²⁸. En somme, cette grande fresque de l'histoire canadienne, qui se voulait compatible avec les programmes d'histoire de toutes les provinces, visait, selon Friesen, à créer une réaction émotive chez le téléspectateur, chez l'élève²⁹.

UNE DÉMARCHE FONDÉE SUR LA *nation building*

L'enseignement de l'histoire, c'est connu, remplit une fonction éminemment politique. L'analyse des différents projets d'élaboration d'un manuel d'histoire du Canada commun à tous les canadiens qu'a portés le xx^e siècle a montré à quel point cette entreprise séculaire et qui a encore ses tenants, a rempli une fonction défensive bien singulière, soit servir d'instrument de redressement d'une unité nationale qu'on estimait en mauvaise posture. Ce qui peut expliquer le sentiment d'urgence qui accompagna la naissance de la plupart des moutures de ce grand projet. À certains moments précis de l'histoire canadienne, des individus ou des regroupements ont estimé que le sentiment d'appartenance au Canada n'était pas assez fort et que cela était une cause d'affaiblissement du pays. L'histoire et son enseignement ont alors été appelés au secours de l'unité canadienne, certains groupes et individus estimant qu'un même récit historique enseigné dans l'ensemble du Canada permettrait de tisser des liens entre les Canadiens de toutes les provinces, langues et cultures.

Au-delà de sa forme traditionnelle la plus connue, celle du manuel linéaire constitué d'un grand récit épique, la volonté de proposer une histoire commune dans laquelle tous pouvaient se retrouver et s'identifier a pris au fil des décennies diverses formes. Nous l'avons vu, les projets d'uniformisation de l'enseignement de l'histoire du Canada ont progressivement exploré d'autres vecteurs que le traditionnel manuel scolaire, ce dernier appartenant à l'espace éducatif relevant des prérogatives constitutionnelles des provinces. Cependant, l'idée directrice du récit commun a continuellement alimenté ces projets, le récit étant, selon Laville, la colonne vertébrale du manuel traditionnel sans lequel il ne pourrait exister³⁰. En présentant l'histoire sous forme de récit à l'élève, on laisse entendre qu'il n'est pas possible d'agir sur l'histoire, qu'elle est déjà écrite et qu'on ne peut en faire une relecture personnelle³¹. Cette caractéristique du récit était encore plus présente dans les manuels plus récents qui utilisaient un support filmique. Comme l'affirme Rosenstone, c'est d'ailleurs le propre du médium filmique que de personnaliser et de dramatiser l'histoire plutôt que de créer un détachement et soulever un questionnement³². Dans ce sens, des projets comme les *Minutes du Patrimoine* et *Le Canada, une histoire populaire* poursuivaient les mêmes objectifs politiques que les manuels qui les ont précédés tout en élargissant leur public cible. En effet, ces deux projets ont délaissé un terrain qui leur était difficilement accessible – l'approbation officielle des ministères de l'Éducation – pour offrir du matériel pédagogique de support aux professeurs tout en visant le public canadien dans sa totalité par le biais de la télévision. Atteignant

une large portion de la population canadienne, ces projets ont en fait connu une diffusion beaucoup plus étendue que n'importe quel manuel scolaire.

CONCLUSION

Les idées mises de l'avant par Granatstein peu de temps après la publication du rapport Lacoursière s'inscrivent dans une démarche qui remonte à la création du Canada lui-même. Elles laissent à penser que le sentiment d'appartenance au Canada n'est pas assez fort pour empêcher l'éclatement du Canada en cas de crise parce que les jeunes ne connaissent pas leur histoire et surtout parce qu'ils n'apprennent pas la même histoire. Ces idées, qui ont trouvé des partisans à toutes les époques de l'histoire canadienne, appellent l'histoire à son devoir de mémoire, à remplir ses responsabilités de construction de la nation.

Le manuel d'histoire unique, même s'il a fait beaucoup parler, n'a connu que des succès limités en ce sens qu'on ne trouve aucun moment où tous les ministères de l'Éducation du Canada ont mis au programme les mêmes faits de base de l'histoire canadienne ou recommandé le même manuel. En effet, les provinces, et particulièrement le Québec, ont résisté à cette idée, souvent pour empêcher l'empiétement du fédéral dans leurs champs de compétences constitutionnelles, mais également parce qu'elles souhaitaient préserver leurs particularités et leurs identités régionales par l'enseignement d'une histoire plus près de leurs préoccupations. Cependant, la nature du manuel d'histoire pancanadien ayant beaucoup changé ces dernières années, il n'est plus possible d'évaluer les succès de ce type d'entreprise par sa seule présence ou absence dans les classes d'histoire du pays. L'ampleur médiatique qu'elle a prise lui a permis de transcender la classe d'histoire mais la véritable question est de savoir s'il a réussi à atteindre les Canadiens et à influencer leur perception du passé canadien. La réponse à cette question se trouverait plutôt dans une étude sur la nature de l'identité canadienne et sur son évolution.

La conception de l'histoire véhiculée par le manuel unique – une histoire axée sur la construction de la nation – n'apparaît pas compatible avec les principales recommandations du rapport Lacoursière qui souhaite faire de l'histoire un outil de formation intellectuelle permettant aux futurs citoyens de faire des choix éclairés et de construire leur propre identité plutôt que de présenter une identité toute faite aux élèves. Cette conception de l'histoire, nous l'avons vu, est également entrée en contradiction avec certains groupes au Québec qui craignaient de voir l'identité et la culture québécoise sombrer dans l'oubli à cause de l'enseignement d'une histoire n'accordant pas une importance suffisante à la nation québécoise. Cette réaction face aux

recommandations du rapport Lacoursière n'est pas sans parallèle avec l'idée motrice du projet de manuel d'histoire pancanadien. En effet, certains souhaitent construire, par l'enseignement de l'histoire, une nation canadienne alors qu'au Québec, d'autres craignent de voir s'éteindre la nation québécoise à cause d'un enseignement de l'histoire qui ne participerait pas adéquatement à son renouvellement, à la construction de son avenir. Bien entendu, il existe plusieurs facettes à cette question et plusieurs degrés de nationalisme et de patriotisme dans les diverses positions. Les manuels d'histoire pancanadiens produits au cours des dernières années faisaient un usage ouvertement politique de l'enseignement de l'histoire tandis que les programmes d'études actuellement en vigueur au Québec mettent davantage l'accent sur la formation intellectuelle tout en gardant la société québécoise au centre de son intérêt. Il n'en demeure pas moins que c'est la fonction fondamentalement politique de formation de l'identité nationale de l'enseignement de l'histoire qui a été défendue par différents groupes à la fin des années 1990, tant au Québec qu'au Canada.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Jacques Lacoursière (dir.), *Rapport du groupe de travail sur l'enseignement de l'histoire. Se souvenir et devenir*, Québec, Ministère de l'Éducation du Québec, 1996, p. 4.
2. Alphonse-Marie Parent, *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec. Tome II. Volume 2*, Québec, Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, 1965, p. 147 et 150.
3. Jean-Marc Léger, « L'histoire nationale révisée à l'aune du multiculturalisme », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 5, no. 1, 1996, p. 59.
4. Bernard Dionne, « Pour mettre fin à l'amnésie historique au collégial », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 5, no. 1, 1996, p. 36.
5. J. L. Granatstein, *Who Killed Canadian History?*, Toronto, Harper Collins, 1998, p. 3.
6. *Ibid.*, p. 149.
7. John Meisel, Guy Rocher et Arthur Silver, *Si je me souviens bien. As I recall. Regards sur l'histoire*, Montréal, Institut de recherche en politique publique, 1999, p. 64-69.
8. Notre analyse se fonde en partie sur un texte de Ken Osborne dans lequel il explique que des crises, issues de tensions politiques souvent liées à l'état de l'unité canadienne, avaient touché l'enseignement de l'histoire au Canada à presque chaque génération depuis 1867. Voir Ken Osborne, « Our History Syllabus has us Gasping : History in Canadian Schools – Past, Present and Future », *Canadian Historical Review*, 2000, vol. 81, no. 3, p. 404-435.

9. Voir Alexandre Lanoix, *Le manuel d'histoire pancanadien. L'histoire d'un audacieux projet sans fin*, mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2005, 153 pages.
10. Ken Osborne, « Education is the Best National Insurance : Citizenship Education in Canadian Schools, Past and Present », *Canadian and International Education*, décembre 1996, vol. 25, no. 2, p. 38.
11. Geneviève Laloux-Jain, *Les manuels d'histoire du Canada au Québec et en Ontario de 1867 à 1914*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1974, p. 82-83.
12. W. H. P. Clement, *The History of the Dominion of Canada*, Toronto, Briggs, 1898, 350 p.
13. *Ibid.*, p. vi.
14. John N. Grant, *The Canada Studies Foundation : Its Development, Activities, Demise and Historical Inheritance*, thèse de doctorat, Toronto, Université de Toronto, 1987, p. 327.
15. Canada. Parlement, Sénat, *Débats du Sénat du Canada. 1944-1945*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1945, p. 158.
16. Canada and Newfoundland Education Association, « Report of the Committee for the Study of Canadian History Textbooks », *Canadian Education*, no. 1, octobre 1945, p. 2-35.
17. *Ibid.*, p. 2.
18. *Ibid.*, p. 7
19. André Laurendeau et Arnold Davidson Dunton, *Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, p. 125.
20. Voir Marcel Trudel et Geneviève Jain, Canada, Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, *L'histoire du Canada. Enquête sur les manuels*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969, 129 p. et A. B. Hodgetts, *Quelle culture? Quel héritage? Une étude de l'éducation civique au Canada. Le rapport sur le projet de l'histoire nationale*, Toronto, Ontario Institute for Studies in Education, 1968, 139 p.
21. Marcel Trudel, « Avant-propos », dans Paul Cornell, Jean Hamelin, Fernand Ouellet et Marcel Trudel, *Canada. Unité et diversité*, Toronto, Holt, Rinehart and Winston of Canada, 1968, p. x.
22. John N. Grant, Robert M. Anderson et Peter L. McCreath (dir.), *The Canada Studies Foundation*, Toronto, Canada Studies Foundation, 1986, p. 3.
23. Canada Studies Foundation, *The Canada Studies Foundation*, Toronto, Canada Studies Foundation, 1970, p. 6.
24. A. B. Hodgetts et Paul Gallagher, *Teaching Canada for the 80's*, Toronto, Ontario Institute for Studies in Education, 1978, p. vi.

25. Fondation CRB, *Les Minutes du patrimoine*, Kingston, Fondation CRB, 1991, vidéocassette VHS, 104 minutes, son, couleur, un cahier d'accompagnement (170 p.)
26. Elspeth Cameron, « Heritage Minutes : Culture and Myth », *Canadian Issues*, vol. 17, 1995, p. 21. Pour une synthèse plus détaillée des commentaires favorables exprimés à l'endroit des *minutes*, voir Alexandre Lanoix, *op. cit.*, p. 119-121.
27. Desmond Morton, « History Teaching : The Past does not Change but its Interpretation can Alter Radically », *Policy Options*, vol. 23, no. 8, novembre 2002, p. 38.
28. Joe Friesen, « Canada : A People's History as Journalist History », *The History Workshop Journal*, no. 56, automne 2003, p. 189-190.
29. *Ibid.*, p. 201.
30. Christian Laville, « Le manuel d'histoire pour en finir avec la version de l'équipe gagnante », dans *Enseigner l'histoire. Des manuels à la mémoire*, sous la dir. de Henri Moniot, Berne, Peter Lang, 1984, p. 79.
31. *Ibid.*, p. 80.
32. Robert Rosenstone, *Visions of the Past : The Challenge of Film to our Idea of History*, Cambridge, Harvard University Press, 1995, p. 59.